**Ministère de la Justice**

Dicom

13 place vendôme

75001 Paris

A [Ville], le [Date],

Par courrier recommandé avec avis de réception n°…….

**Objet : Droit d’accès – Article 49 Loi informatique et Libertés et Article 15 RGPD.**

Madame, Monsieur,

En application de l’article 49 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée (LIL) et de l’article 15 du Règlement général sur la protection des données (RGPD), je vous remercie de m’indiquer si des données me concernant figurent dans les fichiers de toute entité du Ministère de la Justice, que ces fichiers derniers informatisés ou manuels.

Je relève, au demeurant, qu’il est impossible de procéder à la saisine de votre Délégué à la protection des données par voie électronique, aucune adresse n’étant communiquée et aucun formulaire n’étant mis à disposition, à cette fin, sur votre site internet justice.

Dès lors, je vous remercie de me remettre une copie de l’ensemble des données que vous pourriez traiter me concernant (y compris celles figurant dans les zones « blocs-notes » ou « commentaires »), dans un langage clair et dans un format électronique d’usage courant, **par voie postale à l’adresse suivante :** [à compléter].

De la même manière, je vous remercie de me communiquer, pour chaque traitement, les informations suivantes :

* L’identité et les coordonnés du responsable de traitement et, le cas échéant, de son Délégué à la protection des données,
* Les finalités du ou des traitements,
* La base juridique du ou des traitements,
* Les catégories de données à caractère personnel concernées,
* Les destinataires qui peuvent accéder à ces données ou ceux auxquels ces données pourront être ou seront communiquées, en ce compris les éventuels sous-traitants,
* La durée de conservation des données ou les critères qui permettent de déterminer cette durée,
* L’existence d’une prise de décision automatisée sur la base de ces données ainsi que le profilage et, dans cette hypothèse, des informations utiles concernant la logique sous-jacente ainsi que l’importance et les conséquences prévues de ce traitement pour moi,
* L’existence d’un éventuel transfert de mes données vers un pays tiers ou vers une organisation internationale, que le transfert ait lieu au bénéfice d’un autre responsable de traitement, d’un responsable conjoint, d’un sous-traitant ou d’un destinataire, et le cas-échéant les garanties appropriées qui ont été prises dans ce cadre.

Dans l’hypothèse où vous traiteriez des données me concernant, alors qu’elles n’auraient pas été collectées directement auprès de ma personne, je vous remercierai également de m’en indiquer l’origine.

En application de l’article 12.3 du RGPD, je vous rappelle que votre réponse devra me parvenir dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans un délai **d’un mois** à compter de la réception de ma demande sauf prorogation du délai dument motivée.

Je vous informe également qu’à défaut de réponse de votre part dans les délais prévus par la règlementation informatique et libertés ou en cas de réponse incomplète ou insatisfaisante, je procèderai au dépôt d’une réclamation auprès de la Commission nationale de l’informatique et des libertés pour faire valoir mes droits.

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations distinguées.

[Signature]

Pièces jointes :

* Copie recto verso de ma carte professionnelle
* Pièce d’identité